



Bulletin de l'APAD

17 | 1999

Anthropologie de la santé

Sahel : les paysans dans le marigot de l'aide, par M.C. Gueneau et B. Leconte, Paris : L'Harmattan, 1998.

Jean-Pierre Olivier de Sardan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/512>

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Référence électronique

Jean-Pierre Olivier de Sardan, « *Sahel : les paysans dans le marigot de l'aide*, par M.C. Gueneau et B. Leconte, Paris : L'Harmattan, 1998. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 17 | 1999, mis en ligne le 03 octobre 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/512>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Bulletin de l'APAD

Sahel : les paysans dans le marigot de l'aide, par M.C. Gueneau et B. Leconte, Paris : L'Harmattan, 1998.

Jean-Pierre Olivier de Sardan

- 1 L'ouvrage de Gueneau et Leconte n'est pas un travail de chercheurs (bien que les auteurs fassent diverses références à l'anthropologie du développement) mais de praticiens, et c'est ce qui en fait tout l'intérêt : tous deux sont consultants depuis longtemps, et leurs critiques du système actuel de l'aide en Afrique en prennent d'autant plus de valeur. Leur ouvrage a en effet une forte composante critique (ils parlent de "coups de colère"), mais il s'agit de critiques simples, directes, de bon sens, fondées sur l'expérience, et non de critiques de type académique ou relevant d'une mise en question idéologique du développement lui-même.
- 2 Ils y ajoutent une composante "propositionnelle", leur livre se voulant au bout du compte positif, ce qui est une prise de risque délibérée et courageuse : chaque chapitre fait succéder à une partie qui met en question ce qui se fait le plus souvent une partie s'appuyant sur une "success story" succincte pour développer des solutions alternatives.
- 3 Le lecteur facilement convaincu par les premières parties sera souvent plus perplexe face aux secondes, tant il est vrai que les propositions sont un genre autrement plus difficile que les critiques (par ailleurs les "success story" demanderaient des analyses autrement plus approfondies pour être complètement convaincantes).
- 4 On appréciera en tous cas la salutaire entreprise de décapage à laquelle se livrent les auteurs, et dont aucun des acteurs de la scène du développement ne sort vraiment indemne. Ce que les professionnels ou les observateurs avertis de cette scène savent souvent mais disent rarement publiquement est ainsi exposé et synthétisé fort clairement sans aucune agressivité polémique mais avec franc parler. Certaines des modes du développement sont épinglées : celle qui met les pauvres au centre de tout par exemple (or ceux-ci sont peu innovants, peu susceptibles de s'organiser, et peu porteurs de dynamiques économiques locales), ou surtout (et c'est un des chapitres les plus

convaincants) celle qui s'appuie sur les "besoins" fondamentaux. Une telle approche qui part de ce qui "manque" plutôt que de ce qui "marche" se conjugue à une détermination souvent ethnocentrique de ces fameux besoins pour déboucher sur des "listes de doléances" : au bout du compte "l'identification des besoins se résume bien souvent à une vente camouflée sur catalogue" (94), les projets financés sont ceux qui correspondent en fait à une offre d'aide pré-déterminée, et on crée une "culture de l'aide" au sein des populations qui les place en situation de dépendance accrue ("si je t'offre une poule, tu ne vas pas lui tâter le cul pour voir si elle est grasse ou maigre", selon ce propos de paysan cité p. 100).

- 5 D'autres "modes" sont par contre passées sous silence (l'environnement, par exemple) ou curieusement traitées, comme "les femmes". En effet, la "question du genre" est présentée comme largement ignorée ou négligée par les institutions de développement : on aurait plutôt pensé qu'elle avait été prise assez nettement en compte depuis une bonne quinzaine d'années et qu'elle figure en bonne place parmi les thèmes favoris des agences d'aide et des ONG (même s'il est vrai que l'approche dite "genre et développement", plus récente, a le mérite de mettre en avant le rôle proprement économique des femmes et de ne pas vouloir opposer hommes et femmes).
- 6 En fait ce sont surtout sur des invariants du système d'aide, au delà des thèmes ou des modes, que se penchent les auteurs, et en particulier sur les effets pervers des projets (ceux des ONG compris). Ils épinglent ainsi la propension des projets à créer des structures "partenaires" associatives standardisées ("des organismes en prêt-à-porter"), leur tendance à bâtir des relations exclusives avec les destinataires de l'aide ("hors du projet point de salut"), la prédominance des apports externes, le manque de confiance envers les partenaires, le caractère fictif de la "participation" tant invoquée, l'absence de financement des coûts de fonctionnement au bénéfice des seuls équipements, le saupoudrage, la rigidité des procédures de décaissement, le peu d'évaluation de la qualité ("logique du chiffre d'affaire"), entre autres. De fait c'est le principe même de la programmation, qui est au fondement des projets actuels de tous bords, qu'ils mettent de façon convaincante en question : la programmation impose des rigidités incompatibles avec un appui souple à des initiatives locales, suscite des demandes taillées sur mesure pour plaire aux bailleurs, et impose des objectifs et une démarche prévisionnelle dans un domaine où l'incertitude est grande. Au total : "L'outil projet - en tant que schéma prévoyant un ensemble d'actions à exécuter - est en soi inadéquat quand les actions de changement social sont peu prévisibles (..). L'outil projet - en tant que dispositif institutionnel - est en soi inadéquat car la naissance et le développement d'une dynamique sociale sont des processus endogènes" (216).
- 7 Enfin on suivra les auteurs dans leur constat du "démantèlement de l'administration publique", contournée par les projets, et des risques qu'entraîne une telle disparition de l'Etat.
- 8 Du côté des propositions, certaines entraînent facilement l'adhésion : s'intéresser aux activités à l'échelle personnelle ou familiale et non privilégier uniquement le collectif ou le communautaire, mettre au point des formules d'aide flexibles et transparentes et développer le suivi-évaluation, créer des consortiums de bailleurs s'engageant sur la durée, aider certaines organisations paysannes à passer d'un mode associatif de gestion à un mode entrepreneurial.
- 9 D'autres propositions sont plutôt de l'ordre des vœux pieux et des bonnes intentions, et ne tranchent guère de ce fait à cet égard avec le discours "participatif" qui domine

aujourd'hui le système d'aide que les auteurs viennent de critiquer : "Laisser les paysans définir eux-mêmes leurs desseins", "placer les communautés villageoises en position d'initiateur", accorder plus de confiance aux partenaires, respecter les interlocuteurs... Certes tout ceci est fort souhaitable, mais la réforme du système d'aide au développement peut-elle reposer sur de telles injonctions morales ? Ne faut-il pas des propositions techniques ou politiques plutôt que rhétoriques ?

- 10 Venons-en à deux propositions centrales des auteurs, qui ne peuvent, sur leur principe, qu'entraîner l'adhésion. La première est l'appui aux initiatives locales. Une stratégie d'appui semble évidemment préférable aux projets parachutés. Mais tout le problème est évidemment de savoir comment identifier ces initiatives, et lesquelles appuyer : sur ce point, évidemment très important, le lecteur reste hélas sur sa faim.
- 11 La seconde est l'appui aux organisations paysannes autonomes, ou endogènes. Comment nier qu'il vaut mieux appuyer une association localement enracinée plutôt qu'une structure collective plus ou moins artificielle mise en place sous pression d'un projet ? Mais tout le problème est que le boom associatif est souvent lié à des stratégies de captation de l'aide, et qu'il est parfois bien difficile de différencier l'endogène et l'autonome. Les auteurs le reconnaissent d'ailleurs parfois : "Observant les organisations paysannes autonomes, nous constatons que les projets qu'elles élaborent ne sont guère différents de ceux des offreurs d'aide" (p. 208). Autrement dit, il n'est pas si facile de séparer d'un côté les "bonnes" organisations paysannes, qui seraient autonomes, qui seraient issues de dynamiques locales, et qu'il conviendrait de soutenir, et d'un autre côté les "mauvaises" organisations paysannes, qui seraient dépendantes de l'aide, qui seraient créées par les projets, ou par des courtiers locaux pour en capter les ressources, et avec lesquelles il conviendrait de rompre. C'est un peu pourtant ce que suggèrent, certes de façon moins brutale, les auteurs. Il est vrai que les situations régionales et nationales diffèrent beaucoup (ce livre, comme la plupart de ceux qui parlent du développement de façon globale, ne s'appuie pas hélas sur une analyse de ces variantes). Si certains parlent d'un véritable "mouvement paysan" organisé au Sud Mali (région cotonnière) ou au Sénégal, ce terme n'a actuellement guère de sens au Bénin ou au Niger. Il nous manque à l'évidence une étude socio-anthropologique comparative démontrant en quoi l'incontestable floraison d'associations paysannes dans ces deux régions reflète une dynamique propre, et laquelle (liée à la rente cotonnière ? aux stratégies des organismes d'aide ? au rôle des migrants ? à l'émergence d'une "culture associative" ?), qui trancherait avec la "culture de l'aide" et la dépendance envers les bailleurs externes que l'on trouve le plus souvent ailleurs ¹. Si l'on partage avec les auteurs le souhait de voir se développer un mouvement paysan plus autonome, et leur souci que l'aide serve à favoriser cette autonomie plutôt qu'à la freiner, on ne peut, comme chercheur, qu'être plus prudent sur la réalité sociologique de ce mouvement, et sur les conditions sociales et économiques qui peuvent le constituer.

NOTES

1. Les travaux de G. Blundo (cf. *Elus locaux. associations paysannes et courtiers du développement au Sénégal. Une anthropologie politique de la décentralisation dans le Sud-Est du bassin arachidier (1974-1995)*, thèse de l'Université de Lausanne, 1998) donnent sur une région particulière du Sénégal des éléments qui vont plutôt dans le sens d'un scepticisme en ce domaine. Par ailleurs l'ouvrage édité par Jacob et Lavigne Delville (qui font pourtant partie des auteurs "apadiens" cités par Gueneau et Lecomte) n'est pas évoqué alors qu'il traite de cette question centrale (*Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*. Paris : Karthala 1994).

AUTEUR

JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN

EHESS-CNRS, 2 rue de la Vieille Charité, F-13002 Marseille (France). Tel. +33 (4) 91 140753.
Fax. + 33 (4) 91 913401. jpos@ehess.cnrs-rnrs.fr